CAMPS DE TRAVAILLEURS COLONIAUX DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE EN FRANCE

—

LE CAS DES « CAMPS DES TRAVAILLEURS INDOCHINOIS »

Liêm-Khê Luguern
Docteure en Histoire, IRIS – EHESS.

Si le mot « camp » renvoie immédiatement à l'univers concentrationnaire de l'Allemagne nazie, il évoque, lorsqu'on parle des migrations du sud-est asiatique, les camps de réfugiés – ceux qui sont apparus dans les années 1970 avec le mouvement des *boat-people*. C'est oublier que la France a une « vieille tradition » des camps dont la multiplication date de la Grande Guerre, d'une part pour interner les étrangers ressortissants des pays ennemis, d'autre part pour encaserner les recrutés coloniaux appelés en masse en métropole. C'est ce second aspect des « camps » dont il sera question ici puisque la Seconde Guerre mondiale voit se répéter le scénario mis en place vingt ans plus tôt avec la réquisition des coloniaux parmi lesquels 20 000 « travailleurs indochinois » arrivés en métropole entre 1939 et 1940. Encasernés dans des « camps », certains y vivent jusqu'aux débuts des années 1950.

Regroupés au sein de la MOI (Main-D'œuvre Indigène Nord-Africaine et Coloniale), destinés à travailler dans les industries de guerre, ils sont d'abord regroupés par milliers dans des « camps » à proximité des usines jusqu'à la défaite de juin 1940. À partir de cette date, environ le quart des effectifs a pu être rapatrié tandis que les 15 000 hommes restants connaissent l'errance. Mis à la disposition des

employeurs publics et privés, ils sont transplantés, en unités plus ou moins importantes, au gré des besoins et sont logés de manière précaire par leur employeur, pour quelques jours ou quelques mois. La dénomination « camps de travailleurs indochinois » renvoie donc à des réalités très différentes et dépendantes du contexte de la guerre. Si la dispersion caractérise les groupements des « travailleurs indochinois » durant l'Occupation, on retrouve les grandes concentrations de ceux-ci à la Libération : ils sont de nouveau regroupés dans des camps dans l'attente de leur rapatriement. Comme le propos ici n'est pas celui du logement des « travailleurs indochinois de la Seconde Guerre mondiale » mais celui des « camps de travailleurs indochinois », on le limitera pour l'essentiel à la période d'avant la défaite et à celle de la Libération. Ce faisant, la focale est bien mise sur le rapport entre la République et ces espaces de confinement des travailleurs coloniaux.

LES CAMPS DES TRAVAILLEURS INDOCHINOIS : LES CASERNES SONT COMME DES CITÉS OUVRIÈRES (OU L'INVERSE)

Au cours des premiers mois de la guerre, s'ils ne sont pas logés dans des casernes, les hommes sont dans des cantonnements où s'alignent des baraquements, construits le plus souvent en dur, et qui prennent des allures de cités ouvrières. Les caractéristiques sont d'ailleurs proches des premières cités ouvrières : la proximité de l'usine, parfois des commodités « modernes » (douches, toilettes), mais aussi un espace clos avec un gardien pour veiller. Le même constat a été dressé par Mireille Favre Lê Van Hô pour les cantonnements des Indochinois de la Grande Guerre :

> *L'alignement des baraques* [...] *les allées tirées au cordeau, les clôtures, tout évoque* [...] *les habitations ouvrières des grandes firmes paternalistes.* [1]

En plus des caractéristiques des cités ouvrières, les camps des « travailleurs indochinois » ont d'autres attributs qui soulignent l'ambiguïté de leur « statut » mi-civil/mi-militaire : outre une clôture ou une palissade pour ceinturer l'espace des requis, il y a dans tous les camps – et pas seulement les casernes – un mât pour le lever des couleurs (c'est autour de ce mât que s'est cristallisé le bras de fer qui a opposé les « travailleurs indochinois » en lutte pour l'indépendance du Viêt-nam et l'administration qui, en 1948, a prôné l'interdiction du lever des couleurs du drapeau vietnamien). Il y a aussi une prison.

[1] Mireille Favre Lê Van Hô, *Un milieu porteur de modernisation. Travailleurs et Tirailleurs vietnamiens en France pendant la Première Guerre mondiale*, 769 p. Thèse : École nationale des Chartes : Paris : 1986, p. 429.

Ces camps sont pour leur majorité des bâtiments réquisitionnés ou prêtés par divers ministères. Les camps de Sorgues, Bergerac, Toulouse, Saint-Médard-en-Jalles appartiennent au ministère de la Guerre. C'est le cas de Sorgues, l'un des plus grands « camps », en fait composé de plusieurs « camps » (Les Bécassières, Poinsard et Badaffier[2]) faits de bâtiments en brique et en bois couverts de tuiles plates. Lê Huu Tho se souvient de son arrivée :

Le train spécial nous a conduits jusqu'aux portes du Camp de Sorgues (à huit kilomètres d'Avignon) en face de la poudrerie. [...] *L'immense cantonnement se trouve à cheval sur deux communes : Sorgues et Vedène. Il comprend de nombreux petits bâtiments en briques, couvertes de tuiles. Il ressemble plutôt à une cité ouvrière. L'endroit est presque accueillant sous le soleil de Provence. Le cantonnement est situé à deux kilomètres de Sorgues, juste en face de la sinistre poudrerie. Il est entouré de quelques petites fermes et de champs. Les baraquements, relativement confortables, sont disposés comme les pavillons d'une cité ouvrière.*[3]

C'est là que loge également Thiêu Van Muu en 1940 :

Notre dortoir était tout neuf, en forme de U, constitué de cinq bâtiments en bois et en brique. Il n'y avait qu'une porte d'entrée, à chaque bout, pas de fenêtres. Il n'y avait que les palissages sous le toit. Les douches, les lavabos ainsi que les vécés étaient placés entre les dortoirs. Autour, il y avait une clôture en grillage haute de deux mètres. À gauche derrière le grillage, il y avait une route goudronnée [...].[4]

[2] Sur Sorgues, voir cet ouvrage qui comprend de nombreuses photographies : Collectif, *Indochine de Provence, Le silence de la rizière*, Actes Sud, 2012, 96 p.

[3] Lê Huu Tho, *Itinéraire d'un petit mandarin : juin 1940*, Paris, L'Harmattan, 1997, 190 p., p. 43.

[4] Thiêu Van Muu, *Un enfant loin de son pays*, Vénissieux, publié à compte d'auteur, 2003, 145 p., p. 47



Figure 1 : Le camp des Bécassières à Sorgues (Vaucluse) : des allures de cité ouvrière. Photographie : © Raymond Chabert, Collection des Études Sorguaises.

Quant à Nguyên Van Thanh, il loge à son arrivée au camp de Bergerac. Ce camp est situé sur la commune de Creysse, les hommes doivent faire plusieurs kilomètres pour se rendre à pied au travail, en rang par deux, comme ceux qui sont employés à la poudrerie de Salbris :

> *Le camp de Bergerac était probablement une ancienne caserne. Il y avait un terrain de sports, des dortoirs avec lits en bois, matelas, sacs de couchage, couvertures propres, et un immense réfectoire avec tables et bancs bien alignés. Un bâtiment groupant les WC, les douches et les lavabos, était à l'écart, à l'autre bout du terrain* [...]. *C'était le paradis comparé à d'autres endroits vécus jusque là.* [5]



Figure 2 : Un groupe de « travailleurs indochinois » et son commandement français posant à l'entrée du camp Bao Dai (Bergerac, Dordogne). Habillés en civils, les « travailleurs » sont regroupés autour de leur compagnon qui tient un clairon, comme chez les militaires, ce qui renvoie toujours à l'ambiguïté du statut des « Travailleurs Indochinois », travailleurs civils mais soumis à une discipline militaire. Photographie : © Galerie Bondier-Lecat, Bergerac.

En matière de logement, rien n'indique donc que la main d'œuvre coloniale, du moins indochinoise, ait subi un traitement spécifique par rapport aux soldats et à la main d'œuvre étrangère, avant l'effondrement de la IIIème République [6]. À Saint Chamas [7], les hommes de la MOI logent dans des baraques appartenant à l'armée, sur un terrain de la poudrerie.

C'est aussi sur un terrain militaire, que logent les hommes affectés à la poudrerie de Saint-Médard-en-Jalles, dans des baraques en bois, de même pour les hommes affectés à la poudrerie d'Angoulême, cantonnés sur un terrain appartenant

[5] Nguyên Van Thanh, *Saïgon-Marseille aller simple : Un fils de mandarin dans les camps de travailleurs en France*, Bordeaux, Elytis, 2012, 304 p.

[6] Une comparaison reste à faire avec les conditions de logement d'autres travailleurs coloniaux.

[7] Émile Temime et Nathalie Deguigné, *Le camp du Grand Arénas : Marseille, 1944-1966*, Autrement, 2001, p. 35.

lui aussi à l'armée, au lieu dit les *Trois Chênes*. Si la plupart des bâtiments évoqués, même rudimentaires, sont prêts à accueillir les hommes, plusieurs scénarios montrent le degré d'improvisation, comme à Salbris :

> *À trois kilomètres se trouvait la poudrerie. Ma compagnie y travaillait. À notre arrivée nous étions hébergés de façon provisoire. Après nous avions notre camp et nos logements.* (Témoignage de Nguyên Dinh Duyêt, Viêt-nam, 2006)

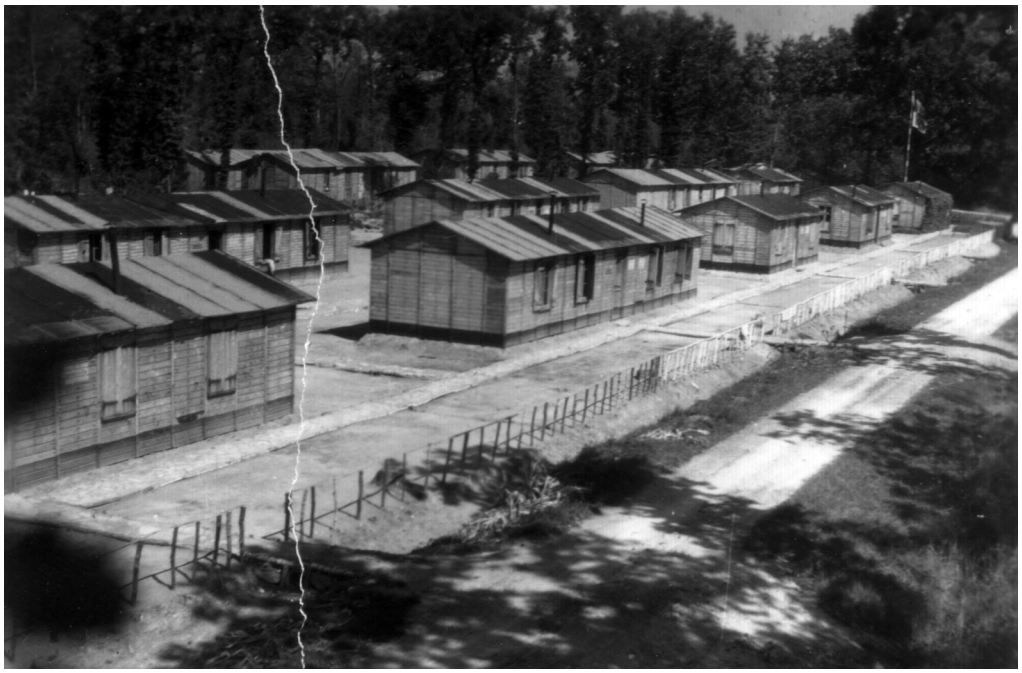


Figure 3 : Encore un camp Bao Dai mais cette fois-ci sur un terrain militaire en forêt de la Ferté (Saône-et-Loire). Ce camp est formé par des baraques de type Adrian. Les barrières qui ferment le camp sont symboliques. Pham Vân Nhan commentant cette photo qu'il avait prise en 1943 : « *Ils sont libres. Ils vont où ils veulent* » (2005), mais notons que le camp est isolé en pleine forêt... Photographie : © Pham Vân Nhan.

C'est la même impréparation aux *Trois Chênes*, où début 1940, des réfugiés espagnols sont employés, à la construction du camp destiné à de nouveaux travailleurs, notamment indochinois. En Loire-Inférieure, rien n'est prêt pour le logement des hommes affectés à l'arsenal d'Indret (La Montagne). Début décembre 1939, alors que les hommes sont déjà là, cinq baraquements sont construits sur un terrain appartenant à la commune de La Montagne. Ils sont terminés début mars 1940. Commence alors la construction des baraquements du camp de la Cruaudière avec les premiers « travailleurs indochinois » déjà arrivés à Indret, sur un terrain privé réquisitionné par la Marine. Le chantier se termine en mai 1940, quelques semaines avant la défaite. À Indret, la construction des bâtiments est en dur [8], ce qui constitue une amélioration par rapport au logement des « travailleurs

[8] « *Ces logements ont des murs, constitués de deux plaques de fibrociment montées sur une fine charpente de bois, et séparées par un vide d'air. Ces murs sont supportés par des fondations et deux rangées de parpaings pleins, constituant un vide sanitaire. Les sols sont constitués d'un plancher sur solives et le plafond est en carton épais. La couverture est faite de plaques de fibrociment. Chaque baraque dispose de quatre cheminées pour le chauffage à l'aide de poêles situés dans l'axe central des logements.* » Source : Société d'Histoire de Saint-Jean-de-Boiseau.

indochinois » de la Grande Guerre au cours de laquelle :

> [lorsqu'] *ils n'étaient pas logés dans des casernes* [les Indochinois] *occupaient des baraques Adrian, constructions préfabriquées en bois, installées systématiquement à proximité des nouvelles usines, elles mêmes édifiées à l'écart des zones d'habitation.*[9]

Cette mise à l'écart inscrit l'histoire du logement des « travailleurs indochinois » dans celle de l'immigration en France. Les migrants venus vendre leur force de travail en France, logés par leurs employeurs, ont aussi vécu dans des conditions plus que rudimentaires, dans des installations souvent construites à la hâte, comme en témoigne cet ouvrier polonais recruté pour travailler dans les mines à Cagnac, dans l'entre-deux-guerres :

> *Il fallait attendre parce que la mine construisait bien des bâtiments, mais ils n'étaient pas encore terminés.*[10]

Quelques décennies plus tôt, les immigrés arrivant à Longwy logeaient dans « *des campements en bois dressés à la hâte* » et se tassaient parfois « *à 20 ou 30 personnes dans un espace fait pour 5*[11] ». De ce point de vue, le sort des « travailleurs indochinois » s'inscrit totalement dans l'histoire de l'immigration caractérisée par « *l'afflux brutal d'une population très nombreuse en un lieu précis* [...] *à un moment précis*[12] ». Pour les Italiens ou les Polonais, c'est le « boom » économique qui oblige à trouver très vite des bras ; pour les « travailleurs indochinois », c'est la guerre. D'ailleurs, les bras sont interchangeables, très souvent les camps qui servent à loger les « travailleurs indochinois » ont servi, ou serviront, à d'autres migrants, d'autres réfugiés, d'autres prisonniers. Ainsi, les camps indochinois d'Angoulême abritent des réfugiés espagnols au début de la guerre, puis des prisonniers allemands au sortir de la celle-ci[13]. Le camp d'Agde, créé en février 1939 pour recevoir les réfugiés espagnols, recueille au début de la guerre les Tchèques et les Belges en exil, puis les Juifs et étrangers internés... ainsi que la première légion de « travailleurs indochinois » à partir de septembre 1940.

Dans ces baraquements construits à la hâte, les hommes souffrent surtout du froid et de l'humidité :

> [Au camp de Saint-Médard-en-Jalles] *on était logés dans des baraques en bois, c'était très humide, on ne se sentait vraiment pas bien.* (Témoignage de Nguyên Dinh Duyêt, France, 2006)

> [Au camp de Bergerac] *pendant la nuit, l'eau "au repos" dans les canalisations gelait à moitié. Il fallait attendre longtemps le matin, pour avoir un débit normal et moins froid.*[14]

[9] Mireille Favre Lê Van Hô, op. cit., p. 429.

[10] Daniel Loddo, *Les casseurs de cailloux. Mémoires de l'immigration dans le Tarn*, éditions Gemp/La Talvera, Rodez, 1991, p. 96.

[11] Gérard Noiriel, *Longwy : Immigrés et Prolétaires, 1880-1980*, PUF, 1984, p. 173.

[12] Gérard Noiriel, *Le creuset français : histoire de l'immigration, XIXe-XXe siècles.* Paris, Seuil, 2006, p. 158.

[13] Pierre Billion, « Poitou-Charentes, Histoire et mémoires des immigrations » in *Hommes et Migrations* n° 1278, mars/avril 2009, p. 146.

[14] Nguyên Van Thanh, op. cit.

Le provisoire et le précaire, c'est ce qui caractérise l'état du logement des migrants, quel que soit son « statut », étranger ou coloniaux.

LES CAMPS : DES ESPACES DE MISE À L'ÉCART POUR « FILS PROTÉGÉS »

Depuis le début, déjà en Indochine, l'espace des requis est toujours matériellement délimité, même si cette ceinture est facilement franchissable : la barrière est avant tout symbolique. Cela n'est pas le cas pour les travailleurs marocains arrivés en France en 1939 et envoyés au Creusot : logés dans un cantonnement aux baraquements en bois, leur camp est « *entouré de palissades surmontées de barbelés*[15] ». Encore une fois, les travailleurs coloniaux ne sont pas tous traités de la même façon. En effet, contrairement à ce qui est souvent affirmé, de très nombreux témoignages rapportent qu'ils peuvent circuler librement en dehors des heures de travail ; parfois on leur recommande de ne pas trop s'éloigner du camp, comme le stipule le règlement du camp de La-Voulte-sur-Rhône en Ardèche, ce qui n'empêche pas Dang Van Hê d'enfourcher son vélo pour aller se promener avec « mademoiselle Laffont » jusqu'à Privas. Cette liberté de circulation bénéficie surtout aux « cadres indochinois » (surveillants et interprètes), qui parlent le français ; pour les autres, la barrière du camp était psychiquement incorporée. La liberté de circulation est cependant limitée par l'interdiction de découcher, comme à la caserne. L'histoire des cités ouvrières montre que le couvre-feu comme mesure de surveillance (mais présentée comme mesure de protection) a aussi existé pour les ouvriers. Ainsi la cité Napoléon, première cité ouvrière parisienne, inaugurée en 1851, comportait une entrée unique contrôlée par un concierge, et ses occupants étaient soumis à un règlement digne des casernes : un couvre feu avec fermeture des grilles à 22 heures et un inspecteur chargé de la surveillance des locataires[16]. Ces mesures avaient été prises pour rassurer les conservateurs effrayés par la perspective d'une concentration d'ouvriers. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la surveillance des ouvriers est réactivée : il règne dans les usines « *une atmosphère où l'autorité se fait plus pesante, la surveillance plus pressante, y compris quant à la moralité du personnel*[17] ». Comme la cité Napoléon, les camps des « travailleurs indochinois » ont une porte d'entrée ; pour les casernes qui existaient déjà, tout comme pour les nouveaux camps édifiés à la hâte, un effort est fait pour « décorer » l'entrée (poteaux, portiques) avec un évident souci « d'exotisation ».

[15] Thierry Bonnot, « Immigration et mémoire industrielle au Creusot. Un parcours d'objets, entre 1939 et 2007 », *Hommes et Migrations* n° 1271, janvier/février 2008, p. 138-146.

[16] Marie-Jeanne Dumont, *Le logement social à Paris 1850-1930 : les habitations à bon marché*, Éditions Mardaga, 1991, 192 p.

[17] Patrick Fridenson, Jean-Louis Robert, « Les ouvriers dans la France de la Seconde Guerre mondiale – Un bilan », *Le Mouvement Social* n°158, janv./fév. 1992, p. 140.

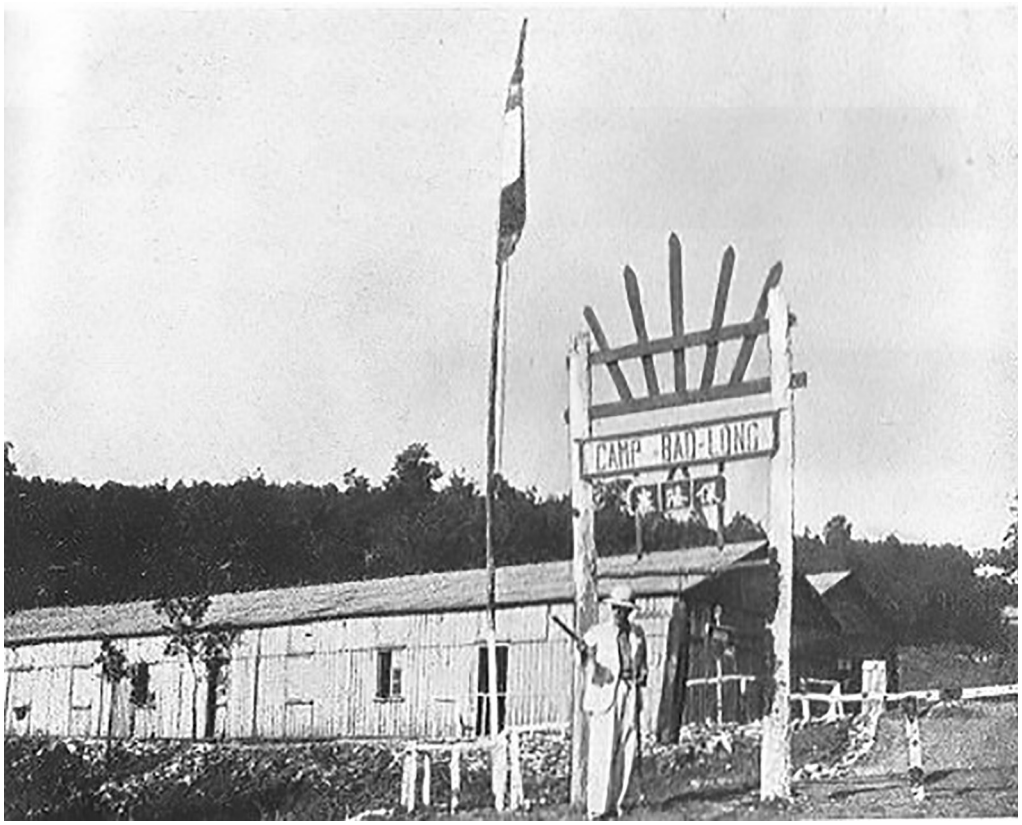


Figure 4 : Camp Bao-Long, vallée de la Beugne (Dordogne). Le personnage posant devant l'entrée du camp est un agent d'encadrement, il tient un bâton dressé, signe de commandement. La mise en scène pour la photographie publiée sous Vichy renvoie à l'univers colonial, la photographie aurait pu être prise en Indochine. Source : *L'Illustration* n° 5146 du 25 janvier 1941.



Figure 5 : La photographie a été prise à Bergerac lors de la fête du Têt de 1944 avec au premier plan, la traditionnelle danse du Dragon. L'entrée du camp est rendue exotique par la forme donnée au panneau « camp Bao Dai » encadré de part et d'autre par deux idéogrammes. Sur les deux piliers sont apposées des « sentences parallèles » comme il y en avait partout en Indochine. Photographies : © Galerie Bondier-Lecat, Bergerac.

Le décor des camps peut ainsi illustrer l'exaltation folklorique et la valorisation de la tradition sous Vichy, mais cette caractéristique de « mise à distance » était déjà présente dès la Première Guerre mondiale.



Figure 6 : Portail d'entrée d'un camp de « travailleurs indochinois » en Belgique en 1919. CPA © collection Joël Pham.

Ces portails ornés sont posés et exposés tel un décor de théâtre, de sorte que la « troupe » serait donnée en spectacle et qu'on pourrait se croire à une exposition coloniale. La guerre fournit l'occasion de montrer aux Français de métropole la « Grande France ». D'un autre côté, ces portails veulent rappeler constamment aux Indochinois leurs traditions. Leur identité culturelle est ainsi matériellement figée, transposée un temps en métropole par le colonisateur. Ils sont appelés à retrouver ensuite le chemin de leur village. Cette « représentation » coloniale va à rebours des aspirations des hommes qui cherchent au contraire à gommer leurs différences culturelles. Les noms des camps sont sans équivoque et rattachent aussi les hommes à leur mandarin : camp Bao Dai (empereur d'Annam), camp Bao Long (fils de Bao Dai), camp Pham Quynh (ministre de Bao Dai). Partout, le drapeau de la France flotte au dessus des camps. Cette mise en scène illustre le discours colonial qui met l'accent sur l'idée de l'appartenance à deux pays. Herman Lebovics rappelle que pour Louis Marin, homme politique et ethnologue de l'entre-deux-guerres, « *chaque Français possédait deux patries : la petite et la grande* » ; tous ont un destin commun dans la « Plus Grande France [18] ».

[18] Herman Lebovics et Geoffroy de Laforcade. *La « Vraie France » : les enjeux de l'identité culturelle, 1900-1945*. Belin, 1995, p. 186.

Ainsi, le Salut au drapeau se pratique régulièrement ; à Sorgues, c'est obligatoire tous les samedis après-midi :

> *On y allait avec un vieux costume en drap bleu marine et une vieille couverture roulée sur les épaules.* [19]

On exhibe la présence indochinoise, mais dans le même temps, les « camps » d'Indochinois sont des espaces de mise à l'écart où les mises en scène immortalisées par les photographes rappellent les rapports de domination consubstantielle à la colonisation.

[19] Thiêu Van Muu, op. cit., p. 73.



Figure 7 : Un salut au drapeau au camp de Vénissieux (ancienne caserne de pompiers de Saint-Fons). Comme pour la photo du camp Bao Long en Dordogne, la mise en scène pour la photo fait ressortir la présence du personnage au premier plan aux allures d'administrateur colonial, ceci marque la volonté d'une transposition de la société coloniale en métropole. Commentaire de Pham Vân Nhan : « *C'est le commandant Marc, ancien surveillant des plantations de caoutchouc de Michelin, il parle le vietnamien, en fait quelques mots d'insulte et des* " Mau lên, mau lên " . *On l'appelait " le gros Marc ", il se prend pour le grand chef.* » (2005). Photographie : © Pham Vân Nhan.

L'ÉMANCIPATION : SORTIR DES CAMPS/MARSEILLE 1946-1950

À la Libération, il faut trouver des solutions pour héberger des milliers d'hommes en attente de départ du port de Marseille : des Indochinois mais aussi des Nord-Africains, Russes, Polonais... C'est ainsi que voient le jour les « tonneaux », conçus par l'architecte Fernand Pouillon, à l'emplacement du Grand Arénas. L'histoire du Grand Arénas, ensemble de camps érigés au sud de Marseille dans un

« semi-désert » à proximité du village de Mazargues, a été étudiée par Émile Temime et Deguigné Nathalie :

> *Pendant quelques années, cet espace relativement protégé des regards extérieurs, construits pour recevoir des hôtes de passage, va abriter successivement – ou simultanément – quelques prisonniers ou ex-prisonniers de diverses nationalités, des Vietnamiens, des Nord-Africains et surtout des Juifs de toutes origines.* [20]

La « partie vietnamienne » du Grand Arénas est désignée « camp de Mazargues » ou encore « camp Vietnam », les temps ont changé. En 1946, 2000 « travailleurs indochinois » attendent leur rapatriement dans ce camp conçu pour héberger 1500 hommes. Comme la place manque, les Indochinois sont également logés au « camp Lyautey », toujours dans le quartier de Mazargues à proximité des Baumettes. Ce camp, sis sur un terrain privé réquisitionné, est formé d'une quinzaine de baraques, c'était l'ancien hôpital régional des prisonniers de guerre. Mais les hommes arrivent toujours plus nombreux, d'où la décision d'ouvrir un autre camp : ce sera le « camp Colgate », érigé sur une propriété privée de 20 hectares réquisitionnés par le ministère de la FOM, qui remplit lui aussi les mêmes fonctions d'accueil de populations en errance. La forte concentration des « travailleurs indochinois » dans le contexte très agité de la décolonisation de l'Indochine favorise « l'agitation politique », ce qui explique la décision de décongestionner les camps du grand sud de Marseille à partir de 1947. L'administration met en avant les arguments hygiénistes pour refouler les hommes à Sorgues ou plus loin dans le sud-ouest. En mai 1947, un premier groupe de 358 hommes est envoyé contre son gré à Sorgues. Le mécontentement agite les déplacés dont certains sont à Marseille depuis sept ans. Après ces mouvements de 1947, il reste tout de même 1360 hommes au « camp Vietnam » et 691 à Colgate.

En 1949, ils ne sont plus que 250 au « camp Vietnam » du Grand Arénas, les rapatriements se sont accélérés. En 1950, ils sont tous évacués, de même que ceux qui occupent le « camp Lyautey » aux Baumettes. L'ex-« camp Vietnam » accueille alors 150 familles russes et arméniennes et l'ex-« camp Lyautey » devient le lieu de résidence des gardiens de la prison des Baumettes. En 1956, le « camp Colgate » est devenu un bidonville et continue à loger des familles en errance majoritairement d'Afrique du Nord mais aussi des familles françaises, polonaises, espagnoles. Sur les 44 familles présentes, une est franco-vietnamienne : le père est un ancien « travailleur indochinois » marié à une Française.

[20] Émile Temime et Nathalie Deguigné, op. cit., p. 25.

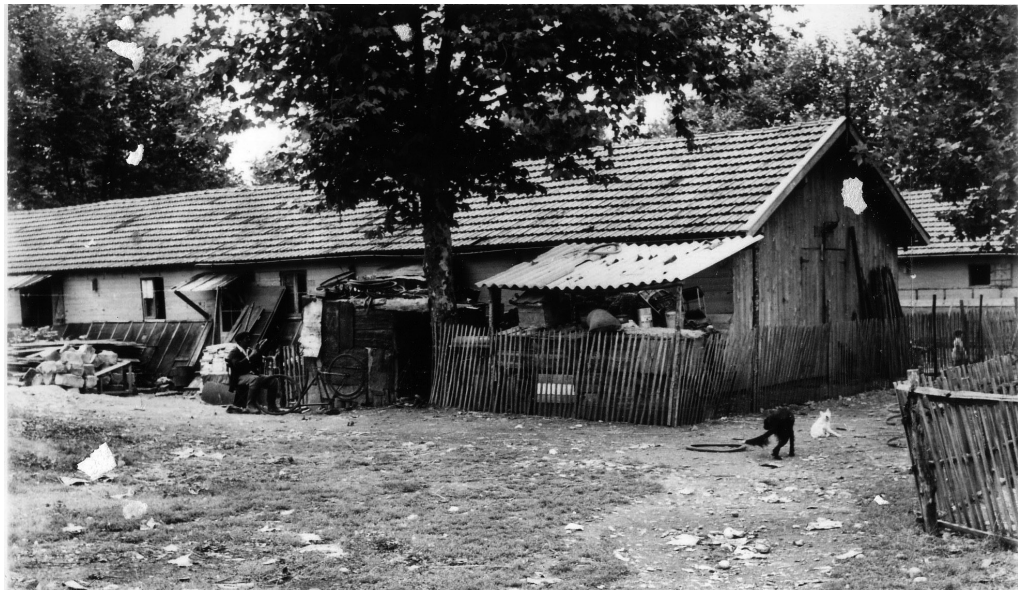




Figures 8 et 9 : Les deux photos montrent les Vietnamiens formés en cortège pour partir en manifestation. Ces manifestations et autres rassemblements se multiplient à partir du 1er mai 1946. Pour la première fois, les Vietnamiens sortent massivement des camps pour porter leurs revendications : 4000 d'entre eux participent à la manifestation du 1er mai 1946 à Marseille. Ceci coïncide avec l'arrivée en France en avril 1946 de Hô Chi Minh et de la délégation vietnamienne pour négocier l'avenir du Viêt-nam. En arrière-plan de ces deux photos, on voit le camp formé par les « tonneaux » conçus par l'architecte Fernand Pouillon à l'emplacement du Grand Arénas. S'il y a très peu de photos de travailleurs au travail, il y en a beaucoup en revanche où ils posent au lendemain de la guerre, comme ici dans des manifestations. Ce sont des photographies politiques, conservées souvent par des militants. À travers ces photos, les « travailleurs » se donnent à voir et participent à la construction de leur « mémoire collective ». On peut les analyser comme des répliques aux photographies précédentes (figures 2, 4 et 7), prises pour affirmer l'autorité coloniale avec la figure du père protecteur. Contrastant avec cette autorité symbolisée par un chef, les Vietnamiens se donnent ici à voir en masse, déterminés et disciplinés. La photographie d'archives révèle les enjeux de la lutte pour la domination et l'émancipation et nous oblige à les regarder d'abord avec l'œil du photographe. Photographies : © Collection Dang Van Long.

La plupart de camps qui ont abrité les « travailleurs indochinois » ne disparaissent pas au lendemain de la guerre. À Angoulême, les quartiers qui abritaient les « travailleurs indochinois » « *sont devenus des quartiers d'exil, synonymes de " ghetto "*. [...] *Le camp Basseau se transforme en quartier populaire avec l'installation, au cours des années 1950, de nombreux " squatters " dans les baraques*[21] ». À Indret (La Montagne), les baraquements, surnommés par les habitants locaux « le camp des chinetoques », servent aussitôt après leur départ à loger des ouvriers recrutés à l'arsenal.

[21] Pierre Billion, op. cit..





Figures 10 et 11 : Ces habitations qui ont abrité des « travailleurs indochinois » se trouvent sur les communes de Tarbes et d'Aureilhan (Hautes-Pyrénées). Ces photographies datent des années 1955-1960 lorsque ces « camps » sont devenus des îlots insalubres occupés par des pauvres avant d'être voués à la démolition © AM de Tarbes 4Fi 14573-14574-14575.

À Sorgues, le camp Badaffier est rasé, tandis que celui des Bécassières et une partie de Poinsard sont réhabilités en habitations individuelles.



Figure 12 : En 2005 : l'ancien camp des Bécassières (figure 1) a été transformé en lotissement de maisons individuelles. Les deux piliers qui marquaient l'entrée du camp ont été conservés. Photographie : © Joël Pham.

paru dans *Images & Mémoire*, bulletin n°49, août 2016, ISSN 2105-1410, p.15-24.

© Images & Mémoires